



Rapport d'activité 2020

CONTINUER LA LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES EN TEMPS DE COVID-19



Au CHU de Cocody à Abidjan, en Côte d'Ivoire, une jeune mère discute avec l'assistante sociale en charge du projet Depistneo dans le cadre duquel chaque nouveau-né et sa mère sont systématiquement dépistés pour le VIH et l'hépatite B.

Directeur de la publication : Éric Fleutelot

Coordinateurs : Louise Virault, Julien Dijoux

Conception éditoriale et graphique, rédaction, réalisation et fabrication : ANIMAL  PENSANT

L'équipe remercie les équipes du département Santé d'Expertise France et les expert-e-s, les partenaires techniques et financiers ainsi que les porteur-se-s de projets qui ont pris part à l'élaboration de ce document.

Impression : ce document est imprimé sur papier recyclé par HandiPRINT, une entreprise adaptée dont 120 salarié-e-s sur 140 sont en situation de handicap.

Crédits photographiques

Couverture et p. 3 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 2 : Judith Litvine | P. 3 : Cecilia Nilssondotter Charpentier/Expertise France | P. 7 : Pauline Pineau/Expertise France et Julien Dijoux/Expertise France | P. 9 : DR et Expertise France | P. 10 Impact Santé Afrique | P. 11 : Natalia Jidovanu/Expertise France | P. 13 : DR et Alternatives Cameroun | P. 14 : DR | P. 15 : RACQJ/Médecins du monde RDC | P. 17 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 18 : Cecilia Nilssondotter Charpentier/Expertise France | P. 20 : Nacho Bonilla/Expertise France | P. 21 : Le Fonds mondial | P. 22 : Najate Hammouch/Expertise France et DR | P. 23 : DR | P. 25 : Femaph | P. 27 : Mamoudou Lamine Kane/Coalition PLUS | P. 29 : Patrice Piola/Institut Pasteur du Cambodge | P. 30 : Le Fonds mondial | P. 31 : Michael Ilako/Le Fonds mondial

SOMMAIRE

Éditos

- 2 STÉPHANIE SEYDOUX : Santé mondiale et diplomatie féministe, un même combat pour l'accès aux droits
- 3 JÉRÉMIE PELLET : « Être toujours présents et continuer à appuyer nos partenaires »

Rétrospective

- 4-5 L'Initiative est devenue essentielle dans la lutte contre les pandémies
- 6-7 10 ans d'initiatives
- 8-9 10 ans de gouvernance plurielle
- 10-11 10 ans d'actions en faveur de l'égalité de genre
- 12-13 10 ans d'engagement pour les populations clés
- 14-15 10 ans d'accompagnements

2020, année exceptionnelle

- 16-17 ÉRIC FLEUTELOT : « Servir, c'est notre mot d'ordre »
- 18-19 Le temps des défis
- 20-21 Soutenir les pays bénéficiaires de l'assistance technique
- 22-23 Accompagner l'accès aux financements
- 24-25 Aux côtés des porteurs de projets
- 26-27 Assurer la continuité des soins VIH en région MENA
- 28-29 Éliminer le paludisme en Asie du Sud-Est

Partenariats

- 30-31 MICHAEL BYRNE : La lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme dans l'ombre de la Covid-19

Bilan financier 2020

32-33

SANTÉ MONDIALE ET DIPLOMATIE FÉMINISTE: UN MÊME COMBAT POUR L'ACCÈS AUX DROITS

La crise sanitaire liée au nouveau coronavirus a replacé les enjeux de santé au premier plan de l'agenda politique international.



STÉPHANIE SEYDOUX,
AMBASSADRICE POUR
LA SANTÉ MONDIALE

L'Initiative a en particulier agi de manière à atténuer les conséquences de la pandémie de Covid-19 dont les femmes et les filles sont les premières victimes : hausse des violences basées sur le genre, fermeture des centres de santé et des écoles, choc économique... Elle s'est appuyée pour cela sur la feuille de route pour l'égalité de genre d'Expertise France. **L'expertise technique française a ainsi été mobilisée pour l'égalité, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, l'autonomisation et l'accès aux droits et à la santé sexuels et reproductifs des femmes et des filles.**

Dans le cadre de sa diplomatie féministe, la France fait de ces défis une priorité. L'accueil du Forum Génération Égalité en

Face à cette pandémie, L'Initiative a été exemplaire : elle a fait preuve de réactivité, d'efficacité et de solidarité, déployant rapidement l'assistance technique dont les pays en développement avaient besoin.

juin 2021 marquera cette détermination, comme notre engagement au sein du partenariat multi-acteurs « Autonomie corporelle et droits et santé sexuels et reproductifs ». La loi sur le développement solidaire, qui sera prochainement adoptée, consolidera cette priorité.

Je salue l'engagement constant de L'Initiative dans tous ces domaines, qui se traduit par le soutien de projets de promotion de la santé sexuelle et d'amélioration d'accès à des services de qualité pour les adolescents, en Afrique de l'Ouest et du Centre, tels que JADES (Solthis) ou Kora-Dub (Alliance Nationale des Communautés pour la Santé). **En 2021, L'Initiative continuera de porter ces combats en renforçant l'approche par les droits et le genre.**

En 10 ans, L'Initiative a accompli un travail exceptionnel, en innovant et se réinventant pour répondre aux besoins des populations. **L'Initiative est la synthèse parfaite de nos actions bilatérales et multilatérales** : elle met en œuvre l'engagement de la France pour l'égalité et pour le droit à la santé et au bien-être – une action dont nous pouvons être fiers. 🌍


« ÊTRE TOUJOURS PRÉSENTS ET CONTINUER À APPUYER NOS PARTENAIRES »

L'année 2020 restera gravée dans l'histoire de la santé mondiale.

Le succès de la Conférence de reconstitution de Lyon en 2019, à la veille de l'ouverture du nouveau cycle de financement du Fonds mondial, avait soulevé de grands espoirs. Début 2020, la communauté internationale était tout entière mobilisée vers l'objectif de mettre fin aux trois grandes pandémies de VIH, tuberculose et paludisme d'ici 2030. Mais c'était sans compter la pandémie de Covid-19, qui a surpris le monde entier et nous rappelle que les maladies infectieuses restent une menace sérieuse au xxi^{e} siècle.

Dans ce contexte inédit, Expertise France s'est efforcée de faire front, grâce à la mobilisation de toutes ses équipes, dont celle de L'Initiative au sein du département Santé. Je tiens à saluer leur implication et leur réactivité en cette année si particulière. Leur engagement a permis d'importantes réalisations : reprogrammations et financements additionnels pour permettre aux porteurs de projets de continuer leurs activités ; soutien à des projets de recherche en partenariat avec l'Agence nationale

de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS) pour la recherche au Sud ; réorganisation des assistances techniques pour poursuivre l'accompagnement des pays dans la soumission des demandes de financement au Fonds mondial. Grâce à L'Initiative, en 2020, **13 missions d'assistance technique ont été mises en œuvre** dans le cadre du dispositif « C19RM » du Fonds mondial. **27 projets en cours de financement ont bénéficié de reprogrammations** à hauteur de 600 000 euros, et **2,7 millions d'euros de financements additionnels ont été engagés**. Ce travail main dans la main avec le Fonds mondial se poursuit en 2021, car la lutte contre la Covid-19 est encore loin d'être terminée.

C'est cette agilité qui nous caractérise. Être capables de mobiliser une assistance technique parfois en quelques jours, de déployer rapidement des experts sur le terrain ou à distance, d'inventer des procédures et des modalités de travail. Tout cela pour être toujours présents et continuer à appuyer nos partenaires au plus près des bénéficiaires finaux. C'est avec ces atouts que nous rejoindrons le groupe AFD cet été, pour donner encore plus d'impact à l'aide publique française en santé. 



JÉRÉMIE PELLET,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
D'EXPERTISE FRANCE

2011-2020

L'INITIATIVE EST DEVENUE ESSENTIELLE DANS LA LUTTE CONTRE LES PANDÉMIES

139 projets financés

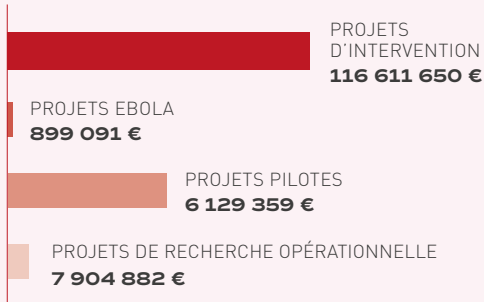


38

PAYS
CONCERNÉS
PAR AU MOINS
UN PROJET

Budget engagé pour le financement de projets

TOTAL GÉNÉRAL
131 544 982 €



118

PROJETS
D'INTERVENTION

5

PROJETS
EBOLA

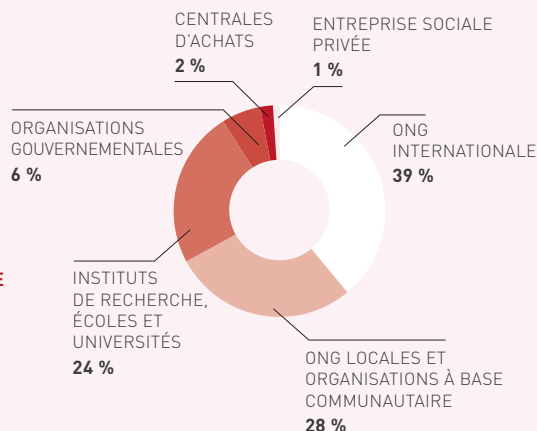
9

PROJETS
DE RECHERCHE
OPÉRATIONNELLE

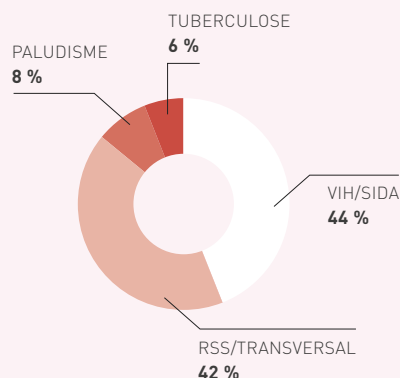
7

PROJETS
PILOTES

95 porteurs de projets soutenus par L'Initiative



Des projets de plus en plus transversaux



En 10 ans, L'Initiative s'est imposée comme un mécanisme clé de la stratégie de la France dans la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Facilité reconnue par ses pairs et ses partenaires, elle met en œuvre toute son énergie pour apporter une assistance technique et un appui à des projets catalytiques dans les pays francophones. Notre objectif : un accès à la santé pour toutes et tous et pour une élimination des pandémies de VIH-sida, de tuberculose et de paludisme.

554 missions

3 missions sur 4 en appui aux autorités sanitaires nationales

Près de 1 mission sur 2 consacrée au renforcement des systèmes de santé

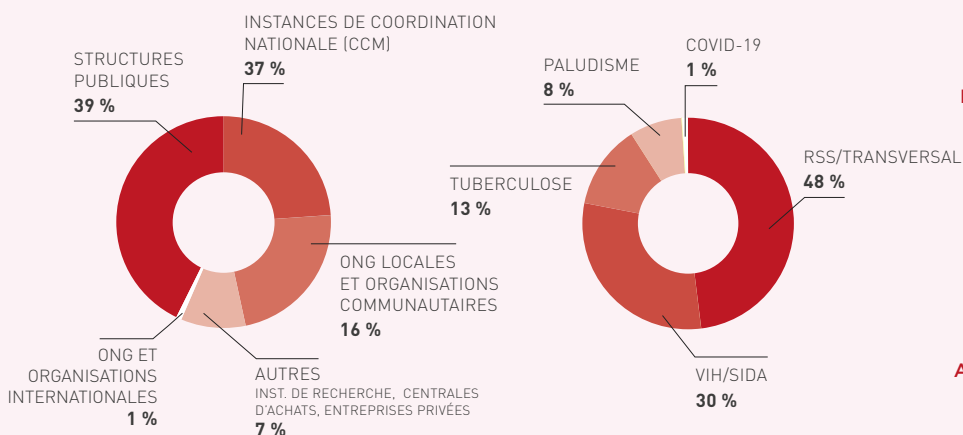


45 142
JOURS
D'EXPERTISE

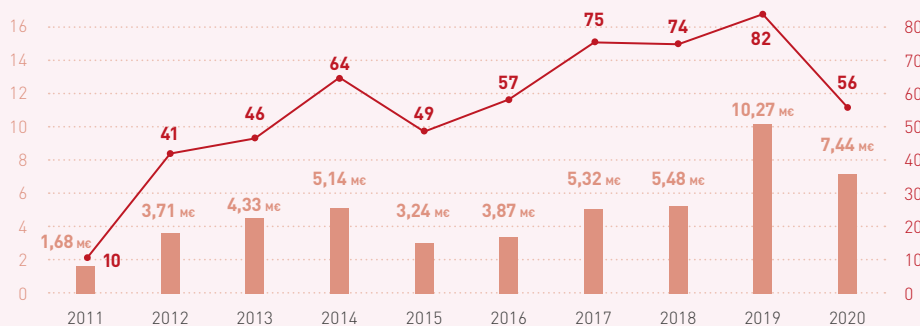
50,5
MILLIONS D'EUROS

1 446
EXPERTES
ET EXPERTS

247
ACTEURS SOUTENUS
PAR AU MOINS
UNE MISSION
D'ASSISTANCE
TECHNIQUE



Une activité d'assistance technique en progression



7,44 M€
BUDGET
ENGAGÉ

56
NOMBRE
DE MISSIONS
ENGAGÉES

Rétrospective

10 ANS D'INITIATIVES

Dix ans après la création de l'Initiative 5%, le dispositif poursuit son action, a changé de nom, renouvelé sa stratégie au rythme des cycles du Fonds mondial. Retour sur les grandes étapes qui ont marqué le développement de ce programme unique en son genre.

18 NOVEMBRE 2011

Signature de la convention entre FEI et le MAE

L'opérateur France Expertise Internationale (FEI) se voit confier la mise en œuvre de l'Initiative 5%, contribution indirecte de la France au Fonds mondial.

27 AVRIL 2012

Lancement des appels à projets

Les thématiques retenues sont le renforcement des systèmes de santé et la recherche opérationnelle. 118 projets sont soumis.

Retour aux origines

Lors de la 3^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial, les 4 et 5 octobre 2010, la France annonce la création d'une facilité représentant 5 % de sa contribution annuelle au Fonds mondial : l'Initiative 5%. Ce dispositif est pensé comme une réponse aux difficultés récurrentes des acteurs francophones de la santé mondiale à accéder aux ressources du Fonds mondial ou à en assurer ensuite la mise en œuvre effective. En 2020, cette facilité devient « L'Initiative ».

13 DÉCEMBRE 2011

Premier comité de pilotage

Il définit les critères d'éligibilité aux appuis, les relations avec le réseau diplomatique français et le règlement pour éviter les conflits d'intérêts. Il valide 3 demandes d'assistance technique sur 25 reçues.

23-24 AVRIL 2013

Rendez-vous stratégique avec les partenaires

L'Initiative 5% réunit ses partenaires en séminaire pour discuter du bilan de cette première année, anticiper les besoins d'expertise technique et définir les appels à projets suivants.

7-11 DÉCEMBRE 2013

Premier rendez-vous international pour l'Initiative 5%

Le dispositif prend part à la 17^e Conférence sur le sida et les infections sexuellement transmissibles en Afrique (ICASA) au Cap, en Afrique du Sud.

JANVIER 2020

Changement d'identité

L'Initiative 5% change de nom et devient « L'Initiative ».



12-15 SEPTEMBRE 2017

Les CCM en atelier

En partenariat avec le Fonds mondial, un atelier est organisé à Abidjan en Côte d'Ivoire au profit des instances de coordination nationale (CCM).

2-3 JUIN 2016

Premier séminaire experts

L'Initiative 5% invite à Paris tous les experts et expertes de son réseau, régulièrement mobilisés pour des missions d'assistance technique auprès des partenaires.

1^{ER} DÉCEMBRE 2014

Séminaire sur le paludisme à Bangkok

80 chercheurs, partenaires et représentants de la société civile discutent des « Nouveaux défis pour la lutte et l'élimination du paludisme : le rôle de la recherche opérationnelle pour l'innovation dans la conception des interventions ».

À lire : bit.ly/article-malaria-journal

9-10 OCTOBRE 2019

6^e Conférence de reconstitution du Fonds mondial à Lyon

Sous le leadership de la France, le Fonds mondial réunit 14 milliards de dollars de promesses de dons, un montant inégalé pour une organisation multilatérale en santé.

FÉVRIER 2019

Lancement de l'Initiative présidentielle pour la santé en Afrique

C'est le premier projet pilote porté par L'Initiative 5%.

30 JANVIER 2018

Présentation du rapport d'évaluation stratégique de l'Initiative 5% au Quai d'Orsay

Ce document confirme la pertinence et la nécessité du dispositif.

2-7 NOVEMBRE 2016

Formation en santé sexuelle et reproductive

La santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes filles est un enjeu majeur (voir pages 10-11). À Saly au Sénégal, un cycle de renforcement des capacités en santé sexuelle et reproductive, genre et droits humains est organisé pour les porteurs de projets.

1^{ER} JANVIER 2015

Création d'Expertise France

L'agence publique française de coopération technique internationale naît de la fusion de six opérateurs, dont France Expertise Internationale.



10 ANS DE GOUVERNANCE PLURIELLE

Incarnée par un comité de pilotage multi-acteurs, la gouvernance de L'Initiative favorise le dialogue, les synergies et la cohésion des appuis en matière de lutte contre les pandémies.

PROJETS PILOTES
Un pilotage adapté aux contextes

Depuis 2019, L'Initiative finance des missions *ad hoc* sur proposition du comité de pilotage ou de l'équipe. Une manière de mettre à l'agenda des enjeux qui émergent dans un contexte spécifique et répondent à un objectif sanitaire, scientifique, stratégique ou politique de la France. Une fois validés par le comité de pilotage, ces projets sont montés par l'équipe de L'Initiative, qui identifie les porteurs adéquats pour les développer en fonction du contexte. L'occasion de tisser des partenariats opérationnels inédits : L'Initiative collabore ainsi pour la première fois avec ses homologues allemands et britanniques dans le cadre d'un projet de formation au renforcement des systèmes de santé (voir page 31).

Le comité de pilotage est chargé de définir les orientations stratégiques de L'Initiative, d'étudier et de valider les demandes d'assistance technique, mais aussi de finaliser la sélection des projets à la suite du processus d'évaluation. Il se réunit une fois par mois.

Un comité à l'image de l'écosystème de la santé mondiale

Il rassemble, de manière assez inédite dans l'écosystème de l'aide au développement, une pluralité d'acteurs : représentants du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère des Solidarités et de la Santé, de l'Agence française de développement, de la Croix-Rouge française, mais aussi de la société civile, issus des équipes de Coalition PLUS, Sidaction, Solidarité Sida et Action Santé Mondiale.

Depuis 2018, des représentants du secteur de la recherche française l'ont rejoint, nommés par l'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé (Aviesan). Y siège également l'Ambassadrice française pour la santé mondiale, Stéphanie Seydoux.



DR CLAIRE REKACEWICZ,
REPRÉSENTANTE DE L'AGENCE
NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA
ET LES HÉPATITES VIRALES (ANRS)
AU COMITÉ DE PILOTAGE DE
L'INITIATIVE DE 2018 À 2020

En incluant des acteurs de la recherche française dans le comité de pilotage, L'Initiative crée des synergies essentielles et favorise la cohérence de nos actions. Parce qu'il apporte des éléments de contexte et de perspective, le regard des chercheurs nourrit la mise en œuvre et l'évaluation des dispositifs de santé publique. Et vice versa : les stratégies déployées sur le terrain nous permettent de mieux comprendre les contextes dans lesquels nous menons nos programmes de recherche.

Une transversalité déclinée sur le terrain

Bel exemple de cette approche transversale : les membres du comité de pilotage ont favorisé la mise en place d'un dispositif d'assistance technique planifiée innovant, déployé pour la première fois en Mauritanie à partir de 2021. Son objectif ? Renforcer les capacités des acteurs nationaux impliqués dans la lutte contre les pandémies, des ministères à la société civile, pour améliorer la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial à l'échelle de tout le pays.

L'un des enjeux principaux de la lutte contre les trois pandémies en Mauritanie est de positionner la société civile au cœur du dispositif. En effet, les organisations communautaires jouent un rôle essentiel : dans un



↑ **Signature le 25 janvier 2021 de l'accord de partenariat avec les autorités sanitaires de la République islamique de Mauritanie pour mettre en place le dispositif d'assistance technique planifiée.**

contexte de concentration des épidémies, elles sont parfois les seules à pouvoir apporter des services de prise en charge globale dans un cadre sécurisé aux populations vulnérables, particulièrement exposées au VIH/sida. Pour relever ce défi, les représentants de la société civile membres du comité de pilotage de L'Initiative ont été activement impliqués. Du fait de leur fine connaissance du terrain mauritanien et des organisations communautaires, Coalition PLUS, Solidarité Sida et Sidaction ont largement contribué à la réflexion et au montage du dispositif, jusqu'au recrutement de l'expert chargé de mettre en œuvre les activités ciblant la société civile. 🕒

➤ **Pour en savoir plus**
bit.ly/DATP-Mauritanie

10 ANS D' ACTIONS EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DE GENRE

L'Initiative intègre l'égalité de genre dans toutes ses modalités d'action pour lutter efficacement contre les pandémies. En 2021, elle se dote d'une feuille de route et d'un groupe de travail dédiés.

L'objectif de garantir l'égalité de genre dans nos projets et nos missions d'assistance technique s'inscrit dans le cadre de la stratégie internationale de la France et en lien avec la feuille de route d'Expertise France pour l'égalité de genre. Depuis dix ans, L'Initiative se donne progressivement les moyens de cette ambition.

Un critère d'évaluation des projets

Comment intégrer les enjeux de genre dans un appel à projets contre les pandémies? Cette interrogation a marqué le début de la réflexion de L'Initiative sur le sujet. C'est en 2015 que l'appel à projets « Adolescents et jeunes filles » est lancé, ciblant une population et une tranche d'âge cruciales en matière de santé sexuelle et reproductive. À partir de 2018, l'équipe de L'Initiative

est formée à l'intégration transversale du genre dans les projets pour accompagner ses partenaires dès la phase de négociation. Dans le même temps, les propositions soumises lors des appels à projets, quelle qu'en soit la thématique, sont désormais toutes évaluées au prisme de l'intégration du genre. Une annexe à compléter aide les soumissionnaires à identifier les points clés pour intégrer le genre à leur projet.



OLIVIA NGOU,
DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE L'ONG
IMPACT SANTÉ AFRIQUE ET COFONDATRICE
DU RÉSEAU CIVIL SOCIETY FOR MALARIA
ELIMINATION (CS4ME)

Les inégalités de genre entravent l'accès aux services de santé et contribuent à la sous-déclaration des cas de paludisme. Nous militons pour que la prise en compte du genre soit systématisée dans la lutte contre les maladies endémiques.

Un marqueur pour analyser l'intégration du genre aux projets

Évaluer l'intégration du genre dans les projets, se fixer une feuille de route claire : ce sont les objectifs de L'Initiative en adoptant le marqueur genre établi par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Ce marqueur est régi par un système de notation, qui permet d'évaluer les objectifs du projet à l'aune du genre : 0 si le genre n'est pas pris en compte, 1 s'il est une composante du projet et 2 si l'intégration transversale du genre dans le projet est effective. Cette analyse permet un accompagnement ciblé dès la phase de négociation pour renforcer l'intégration du genre au projet si nécessaire. Entre 2017 et 2019, 38 % des projets soutenus par L'Initiative étaient notés 1 ou 2*. L'objectif : atteindre 50 % fin 2022.




50 %
DES PROJETS
SOUTENUS PAR
L'INITIATIVE
NOTÉS 1 OU 2
D'ICI FIN 2022

De nouveaux objectifs pour les missions

Du côté de l'assistance technique, la prise en compte du genre est intégrée depuis 2019 aux termes de références des missions, et des objectifs en la matière doivent être fixés. En parallèle, un webinaire créé par L'Initiative forme tous les experts à ces enjeux et leur propose des méthodologies à déployer sur le terrain. À titre d'exemple, l'élaboration du Plan de prévention combinée VIH/sida de la Guinée-Bissau a donné l'occasion aux experts de s'assurer de la parité et de la représentation des populations clés, des travailleuses du sexe et des femmes dans les équipes de la partie nationale. Le but ? Tenir compte des spécificités du VIH chez les femmes tout au long du processus.

Si la parité au sein des équipes d'experts est encouragée, des progrès restent à faire. 26 % des postes d'experts des missions d'appui aux financements étaient occupés par des femmes et 64 % des missions comptaient au moins une experte*. En 2021, une étude vise justement à identifier les barrières liées au genre dans l'accès des femmes aux postes d'experts et

proposera des actions concrètes dès 2022. La nécessité de mobiliser une expertise spécifique sur les aspects genre dès la rédaction des demandes de financement se fait de plus en plus sentir. Un besoin auquel L'Initiative se prépare à répondre pour le prochain cycle de financement du Fonds mondial. 

➤ Pour en savoir plus

bit.ly/encourager-integration-genre

** Bilan de l'enquête sur l'assistance technique fournie par L'Initiative aux demandes de financements NFM3, novembre 2020.*

➤ Pour en savoir plus : bit.ly/enquete-assistance-technique-NFM3



↑ *Des intervenants et des participants échangent après la table ronde « Jeunes et VIH » organisée par Expertise France et Sidaction lors de la conférence ICASA à Kigali en décembre 2019.*

10 ANS D'ENGAGEMENT POUR LES POPULATIONS CLÉS

Notre expérience dans le champ de la santé sexuelle et reproductive nous l'enseigne depuis 10 ans : pour intervenir efficacement auprès des populations les plus vulnérables, intégrer la question des droits humains – y compris ceux des minorités sexuelles et de genre – s'impose.

Il s'agit avant tout de contrer les discriminations, en particulier celles subies par les minorités sexuelles et de genre en matière d'accès aux soins ou aux informations de santé.

Lutter contre la stigmatisation

Dès 2016, L'Initiative s'engage sur ce volet en intégrant cette réflexion à l'ensemble de ses projets touchant à la santé sexuelle

et reproductive, en particulier lorsqu'ils visent les adolescents. En 2017, une formation est ainsi organisée pour les porteurs et partenaires locaux de quatre projets destinés aux jeunes et adolescents en Afrique : elle vise à s'assurer que chacun dispose des bases techniques en matière de santé sexuelle et reproductive, et à déconstruire les représentations et les stéréotypes associés à la sexualité.

Apprendre du terrain

Quelles leçons tirer de nos actions sur le terrain ? Quelles bonnes pratiques adopter pour une meilleure prise en compte des minorités sexuelles et de genre ? Dès 2018, un premier bilan est dressé et fin 2020, une étude quantitative et qualitative des projets financés depuis 2015 est lancée pour déterminer des axes clairs d'amélioration. Celle-ci permettra de renforcer l'accompagnement opérationnel des bénéficiaires, notamment en déclinant cet engagement dans les documents de cadrage.

LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DANS LES PROJETS ET LES MISSIONS*



34 %

DES PROJETS


dont 72 % sur
la composante VIH

10 %

DES MISSIONS

d'assistance technique dont
77 % sur la composante VIH

** Parmi les missions et projets avec au moins un volet SSR menés entre 2015 et 2020.*

Avec cette étude, L'Initiative remplit également sa mission stratégique de production de connaissances : les résultats alimenteront la position de la France en matière de droits et santé sexuels et reproductifs, notamment dans la perspective du Forum Génération Égalité de juin 2021. 



« La dignité est au cœur de la question médicale »

PAR ALAIN KRA, CHEF DU DÉPARTEMENT DROITS HUMAINS, ENDA SANTÉ



Dans le cadre d'un projet mené par ENDA Santé en Côte d'Ivoire et soutenu par L'Initiative, Alain Kra promeut la prise en compte des droits humains dans la lutte contre les épidémies.

En quoi les droits humains sont-ils un déterminant de la santé ?

La dignité est au cœur de la question médicale. S'ils sont discriminés ou subissent des violences au sein de leur communauté, les individus les plus vulnérables aux épidémies de VIH et de tuberculose – minorités sexuelles, usagers de drogues, travailleuses du

sexe, etc. – n'iront pas se faire dépister ou soigner. À l'hôpital, si leur dignité et leur droit à la vie privée ne sont pas respectés, aucune relation de confiance ne peut s'installer avec les soignants. L'observance des traitements s'en trouve aussi menacée.

Que faites-vous pour lever ces barrières en Côte d'Ivoire ?

Avec ENDA Santé, nous cherchons notamment à rendre la société plus favorable aux personnes stigmatisées, en sensibilisant des acteurs clés comme

les forces de l'ordre, les professionnels du droit, les travailleurs sociaux ou les chefs religieux. En parallèle, nous développons des mécanismes d'assistance juridique de proximité : beaucoup de malades du VIH ne défendent pas leurs droits par manque de confiance dans l'administration judiciaire. Nous formons également un panel d'avocats *friendly* pour mieux représenter les victimes de discrimination. Nous collaborons aussi avec les facultés de droit pour faire émerger un vivier de juristes sensibilisés à ces questions.

Projet Proximité : au plus près des minorités LGBTI

Au Cameroun, les minorités LGBTI sont plus particulièrement touchées par le VIH. Les tabous, les préjugés et les violences qu'elles subissent les éloignent des services de santé. Pour contrer cette dynamique, Alternatives Cameroun porte le projet « Proximité », financé par L'Initiative depuis 2018. Il a permis de former le personnel de dix organisations communautaires LGBTI pour proposer des services de proximité liés au VIH et aux infections sexuellement transmissibles : dépistage, implémentation de la prophylaxie pré-exposition (PrEP), prise en charge des pathologies proctologiques... Depuis le lancement, pas moins de 1500 consultations proctologiques ont été menées en toute sécurité. Ce développement des capacités médicales se double d'un accompagnement pour mieux comprendre les notions de genre et rendre possible l'élaboration d'un plan de sécurité pour protéger les personnes LGBTI.



10 ANS D'ACCOMPAGNEMENTS

L'Initiative fournit un appui technique continu à ses partenaires en matière de programmation et de gestion administrative et financière. Le but : que ces sujets ne soient jamais un frein à la réalisation de leurs objectifs.

Cet accompagnement constant est assuré par les équipes de L'Initiative et démarre dès la phase de sélection des projets : les porteurs sont guidés de la négociation à la clôture du programme.

Partager des règles de bonne gestion

Une fois le projet sélectionné, une session de formation est organisée pour présenter aux porteurs le fonctionnement administratif et financier de L'Initiative. L'objectif : partager avec eux les règles de bonne gestion et leur permettre d'anticiper au mieux les audits intermédiaires et finaux auxquels ils sont tenus. Les sessions s'adaptent aux besoins et à la familiarité du partenaire avec les enjeux de gestion. Elles ont lieu autant que possible sur le terrain, comme ce fut le cas en Asie du Sud-Est en 2017, où l'équipe

de L'Initiative a échangé pendant quatre jours avec les responsables administratifs et financiers des projets financés dans la région. **Un dispositif de formation particulièrement utile** pour ceux qui reçoivent ce type de subvention pour la toute première fois.

Être à l'écoute du terrain

Après le lancement des activités, L'Initiative continue de se tenir à la disposition des porteurs pendant la mise en œuvre du projet. Elle répond à leurs questions, au rythme



SOADE LATRACH,
CHARGÉE ADMINISTRATIVE
ET FINANCIÈRE

En matière de suivi administratif et financier, notre rôle n'est pas de brider les porteurs de projets ou de leur imposer un fonctionnement. Nous sommes des partenaires qui travaillons ensemble pour un but commun. C'est dans cet esprit de conseil et d'accompagnement que nous intervenons.

Un accompagnement de nos partenaires sur le long terme

En 2019, L'Initiative a mené une mission d'assistance technique auprès du Réseau des associations congolaises des jeunes contre le sida (RACOJ) pour établir un diagnostic institutionnel et le plan de renforcement de capacités correspondant. Le réseau était alors partenaire de Médecins du Monde pour la mise en œuvre d'un projet financé par L'Initiative en République démocratique du Congo. Cet appui a contribué à renforcer le RACOJ, devenu lui-même porteur de projet : il bénéficie aujourd'hui d'une subvention de L'Initiative pour améliorer l'accès des adolescents kinois à des services de santé sexuelle et reproductive sensibles au genre et intégrant les questions de droits humains. L'accompagnement se poursuit en 2021 via une assistance technique pour consolider les capacités de gestion financière et de suivi-évaluation du RACOJ.



↑ À Kinshasa, le RACOJ organise régulièrement des événements de prévention pour sensibiliser les jeunes à la lutte contre le VIH/sida.

des budgets à préparer, des rapports financiers semestriels à soumettre, des audits à anticiper ou des avenants de contrat à rédiger. **Un accompagnement au quotidien des bénéficiaires, renforcé grâce à une équipe administrative et financière étoffée depuis 2016.** En parallèle, si des porteurs de projets ont besoin d'une assistance particulière – pour élaborer des manuels de procédures par exemple – un accompagnement ciblé peut être assuré par des experts externes.

Des dispositifs de suivi-évaluation et de capitalisation renforcés

L'Initiative fournit également un appui en matière de suivi-évaluation. Dès la négociation, elle accompagne les porteurs dans l'élaboration d'un cadre logique pertinent. Puis, un outil de pilotage et de suivi leur permet de contrôler leurs indicateurs en continu. En 2021, une plateforme commune au département Santé d'Expertise France sera lancée : elle per-

mettra d'améliorer davantage le pilotage des projets et leur contribution aux indicateurs clés définis dans la stratégie de L'Initiative.

Par ailleurs, les projets sont jalonnés de plusieurs étapes dédiées à l'évaluation pour prendre du recul et préconiser des ajustements en amont de la clôture du projet. En sus, **des évaluations transversales sont produites par L'Initiative depuis 2015** : elles permettent de tirer des recommandations de plusieurs projets portant sur la même thématique. Des chantiers de capitalisation ont aussi été lancés dès 2018, notamment sur l'accès des adolescents et jeunes filles aux services de santé sexuelle et reproductive. Une manière supplémentaire de nourrir la réflexion collective et d'améliorer nos pratiques. 🕒

➦ **Pour en savoir plus**
bit.ly/Initiative-impact

2020, année exceptionnelle

« SERVIR, C'EST NOTRE MOT D'ORDRE »



ÉRIC FLEUTELOT, DIRECTEUR TECHNIQUE DU PÔLE GRANDES PANDÉMIES,
DÉPARTEMENT SANTÉ, EXPERTISE FRANCE

Malgré la crise sanitaire, l'activité de L'Initiative n'a pas faibli, loin de là.

Engagements et nombre de missions records, assistance technique ininterrompue et réorganisation pour faire face, nous avons relevé ensemble les défis de cette année hors du commun.

Au début de l'année 2020, la Covid-19 fait irruption et, en quelques semaines, les systèmes pour la santé se retrouvent mobilisés pour diagnostiquer, soigner et soutenir des centaines de milliers de malades. Tous les pays n'ont pas été frappés avec la même intensité. Mais, partout, les mesures prises, nécessaires, pour réduire la propagation du virus, ont gravement déstabilisé les hôpitaux et les centres de santé. L'accès effectif aux services de santé des populations a été réduit, voire

interrompu. Raréfaction des diagnostics, baisse de la prévention et rupture de l'accès aux soins : autant de conséquences de la crise impossibles à effacer. Les trois pandémies, VIH, tuberculose et paludisme, ont même cruellement « profité » de la déstabilisation sanitaire mondiale due à la Covid-19 : **partout, une pandémie en cache une autre.**

Pourtant, 2020 a été une année record pour L'Initiative. **Jamais autant d'assistances techniques n'ont été mises en œuvre!** Toute l'équipe de L'Initiative, son comité de pilotage, nos collègues en Afrique ou en Asie et la majorité d'entre nous étions confinés dans nos foyers, mais au front, plus que jamais! Nécessité faisant loi : pour que nos partenaires continuent à accéder aux financements

Thet Aye, sa fille Shwee Yie Thin et sa grand-mère Daw Nyunt sont adhérentes au M-Fund, un modèle d'assurance maladie à but non lucratif et à faible coût pour les personnes migrantes en Thaïlande.



du Fonds mondial, nous avons bousculé nos règles et nos procédures. Nous avons mis en place de l'assistance technique à distance, décalé nos horaires de travail. **Nous avons signé un nombre record de nouvelles conventions de financement.** Dans ce contexte inédit, il a fallu répondre de manière coordonnée, redoubler d'efforts, trouver l'énergie pour ne pas se décourager et être fidèles à nos engagements. Dans ces moments exceptionnels, **l'articulation entre une aide multilatérale puissante et l'aide bilatérale rapide et flexible doit être démultipliée.**

À Paris, entre deux confinements, **nous avons aussi revu notre organisation**, avec une équipe renforcée, diverse par son expérience et ses compétences, plus étoffée aussi pour mieux préparer l'avenir et servir.

Servir, c'est notre mot d'ordre. Servir les pays, leurs systèmes de santé; servir les populations, sans oublier les plus faibles et les plus marginalisés; servir le Fonds mondial pour davantage d'efficacité et de réactivité; servir, enfin, les valeurs et la mission de la France en santé mondiale, une France soucieuse de la place des sociétés civiles, du monde de la recherche et des droits humains, soucieuse aussi d'investir à long terme pour un impact durable. 🌐



Pour que nos partenaires continuent à accéder aux financements du Fonds mondial, nous avons bousculé nos règles et nos procédures.

2020, année exceptionnelle

LE TEMPS DES DÉFIS

Après le succès historique de la 6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial et l'augmentation de 20 % de la contribution française, L'Initiative se devait d'être au rendez-vous de 2020.



ELSA MARCONNET,
RESPONSABLE ADMINISTRATIVE
ET FINANCIÈRE DE L'INITIATIVE

Outilisés de notre nouvelle stratégie axée sur l'accès à la santé pour toutes et tous et l'élimination des pandémies, nous avons mis en œuvre des appuis d'une ampleur exceptionnelle en cette année 2020, qui s'est révélée encore plus particulière qu'attendu. En préparation du nouveau cycle de financement du Fonds mondial, le comité de pilotage de L'Initiative avait engagé fin 2019 plus d'un million d'euros pour déployer des experts dans une vingtaine de pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud-Est. C'était sans compter la crise sanitaire durable qui allait vite se déclarer, menaçant les progrès accomplis ces dernières années vers l'élimination du VIH, du paludisme et de la tuberculose.

En 2020, dans un contexte sanitaire critique, L'Initiative a engagé plus de 9 millions d'euros pour appuyer les pays partenaires dans leurs demandes de financement : un montant jamais atteint depuis sa création, représentant le financement de

2020 a été une année inédite. Il a fallu nous réorganiser pour assumer l'augmentation de notre budget et la multiplication des projets. Et surtout, pour faire face à la crise sanitaire, nous avons adapté notre mode de fonctionnement en urgence afin que les projets soutenus puissent continuer et que les personnes vulnérables ne le soient pas davantage. Nous avons débloqué des fonds exceptionnels pour financer des masques, du matériel ou des intrants. Nous avons aussi financé la rénovation de centres de santé, pour que les patients soient accueillis dans le respect des gestes barrières.

plus de 6 000 jours d'expertise. L'Initiative a également poursuivi son soutien à des projets structurants, catalytiques et de long terme, en complémentarité des activités du Fonds mondial sur le terrain. Son investissement financier a atteint le montant record de **23,7 millions d'euros** pour soutenir **14 projets d'intervention** et **3 projets de recherche opérationnelle**, tout en renforçant ses appuis aux projets déjà en cours, pour faire face à la Covid-19 (voir pages 24-25).



53
MISSIONS
D'EXPERTISE
ENGAGÉES

DONT **88%**
EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE

SÉNÉGAL

GAMBIE

CÔTE D'IVOIRE

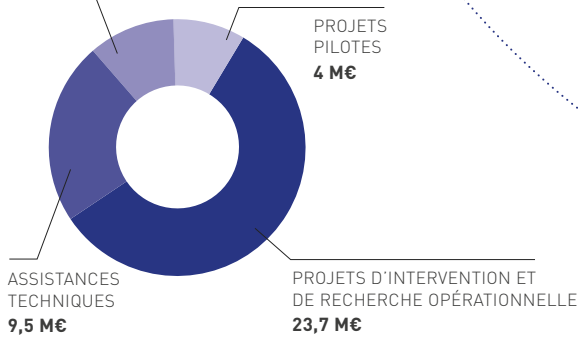
BURKINA FASO

+ DE
6 000
JOURS
D'EXPERTISE

MADAGASCAR

41,7 M€ engagés

FRAIS DE GESTION ET DE
SUIVI DES PROGRAMMES
4,5 M€



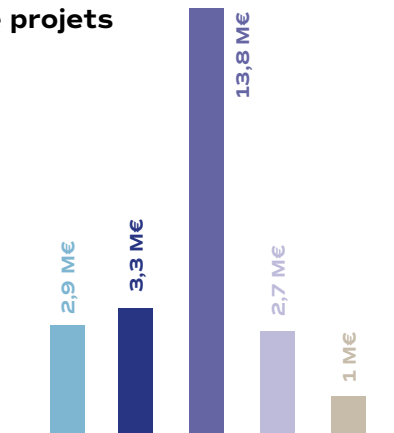
● 2 DISPOSITIFS D'APPUI TECHNIQUE
PLANIFIÉ EN MAURITANIE ET AU TCHAD

● 5 PAYS CONCENTRENT PLUS DE 50 %
DES FINANCEMENTS D'EXPERTISE
À TRAVERS 24 MISSIONS

**9,45 M€ pour
les missions d'assistance
technique**

23,7 M€ pour le financement de projets

- 3 PROJETS DE RECHERCHE OPÉRATIONNELLE pour améliorer la lutte contre le paludisme dans le Grand Sahel et en Afrique centrale
- 2 PROJETS D'INTERVENTION pour le renforcement des systèmes de santé
- 12 PROJETS D'INTERVENTION au service des populations vulnérables
- APPUIS ADDITIONNELS COVID-19
- AUDITS ET ÉVALUATIONS DES PROJETS + FRAIS DE SÉLECTION DES PROJETS



2020, année exceptionnelle

SOUTENIR LES PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour appuyer nos partenaires face aux conséquences de la pandémie de Covid-19, notre équipe s'est mobilisée - y compris à distance. Nos dispositifs opérationnels ont été adaptés afin d'assurer la continuité des activités d'assistance technique et des projets mis en œuvre.

Comme tous les trois ans, 2020 a été une année particulièrement déterminante pour les pays éligibles au Fonds mondial, marquée par la rédaction et le dépôt des demandes de financements pour 2020-2022.

Un appui aux pays maintenu en phase de demandes de subventions

Dès le mois de mars, dans un contexte international chaotique, la priorité a été donnée à la poursuite de l'appui aux pays qui préparaient leurs requêtes de financement. Les procédures ont été adaptées pour plus de souplesse et de rapidité. L'Initiative a déployé des moyens sans précédent : **34 pays ont été soutenus**, dont 20 en Afrique francophone, **plus de 260 experts ont été mobilisés**, et **près de 10 millions d'euros** y ont été consacrés.

Adapter la mise en œuvre des missions sur le terrain

Il n'était pas question d'interrompre nos appuis malgré l'ampleur de la crise. Les



↑ *En réponse à la crise sanitaire, L'Initiative a encouragé la collaboration entre experts nationaux et internationaux.*




MARIA KIROVA,
CHEFFE DU DÉPARTEMENT
PAYS À FORT IMPACT,
FONDS MONDIAL

En cette année si particulière, L'Initiative a réussi à fournir l'assistance technique tout en protégeant la santé des experts et en soutenant les institutions appuyées dans les pays. Notre étroite collaboration permet d'assurer que les ressources soient dépensées dans une expertise à l'impact réel.

.....

modes de travail et de mise en œuvre des missions ont été réorganisés à distance pour assurer la continuité des assistances techniques. Surtout, une coordination renforcée avec les experts et les acteurs de la coopération technique dans chacun des pays partenaires a permis d'atténuer les contraintes liées à la Covid-19 et de poursuivre les assistances techniques.

Ce contexte difficile et inédit a néanmoins permis de développer des bonnes pratiques qui perdureront au-delà de la crise. Le recours à l'expertise nationale et régionale a été favorisé du fait des restrictions des déplacements internationaux. Les experts nationaux ont joué un rôle pivot pour coordonner l'ensemble des parties prenantes : membres des instances de coordination nationale (CCM), autorités nationales, experts internationaux et chargés de projets de L'Initiative à Paris. 

UNE ASSISTANCE TECHNIQUE RÉACTIVE

45 %

des missions mises en place en moins d'un mois



76 %

des missions d'appui aux demandes de financements Fonds mondial pour 2021-2022 ont démarré en moins de deux mois

88 %

des 43 demandes de financement soutenues par L'Initiative soumises au Fonds mondial validées en première soumission



2,795 MD€

de financement obtenus pour la lutte contre les pandémies et la Covid-19 grâce au soutien de L'Initiative

Ces chiffres sont tirés de l'enquête réalisée auprès des chargés de projets de L'Initiative sur l'ensemble des missions d'appui aux demandes de financement dans le cadre du cycle 2021-2022 du Fonds mondial.

Appuyer la facilité de riposte du Fonds mondial

En riposte à la Covid-19, le Fonds mondial a lancé un dispositif de financement et de reprogrammation exceptionnel : le Covid-19

Reprogrammation Mechanism (C19RM). Son objectif : atténuer l'impact de la pandémie sur les programmes de lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose, et renforcer en urgence les systèmes de santé nationaux et communautaires pour assurer la continuité des soins. L'Initiative s'est mobilisée pour permettre à une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest et centrale d'accéder à ces fonds, à hauteur de 100 millions d'euros. Près de 400 000 euros ont été investis par L'Initiative dans des assistances techniques, incluant des efforts de suivi et d'évaluation des subventions. Un engagement poursuivi et accentué en 2021.

2020, année exceptionnelle

ACCOMPAGNER L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS

En cette année de rédaction et de dépôt des demandes de financement auprès du Fonds mondial, L'Initiative s'est mobilisée à la demande des instances de coordination nationale (ou CCM) de ses pays partenaires – y compris lorsque la crise sanitaire a obligé tous les acteurs à adapter leurs méthodologies de travail.



THOMAS TCHETMI,
COORDINATEUR DE L'ÉLABORATION
DES DEMANDES DE SUBVENTION
DU CAMEROUN, ONUSIDA

*Dans le cadre du nouveau cycle de financement du Fonds mondial, le ministre de la Santé publique du Cameroun a confié à Onusida la coordination de l'élaboration des demandes de financement. Nous avons notamment supervisé la sélection des experts, dont certains ont été ensuite mobilisés par L'Initiative. Puis une approche participative a été déployée pour tenir compte des points de vue de toutes les parties prenantes : société civile, administration publique, secteur privé, coopération bilatérale et multilatérale. Mais la crise sanitaire a perturbé ce processus et il est devenu impossible pour les experts internationaux d'être présents pour mener les ateliers de rédaction, de relecture, de validation par exemple. **Dans l'urgence, L'Initiative a su s'adapter et assurer la continuité de ses missions d'assistance technique et la réalisation de phases cruciales de la demande : revue des plans stratégiques, élaboration du nouveau plan stratégique et des demandes de financement, etc. La force de L'Initiative réside dans son agilité, sa capacité à agir rapidement.***

→
La responsable du suivi des projets de la République démocratique du Congo à L'Initiative rencontre les partenaires sur place, à Kinshasa.



La force de L'Initiative réside dans sa capacité à agir rapidement



BOUBACAR IBRAHIM NGORA,
SECRÉTAIRE PERMANENT,
CCM DU NIGER

L'Initiative est un partenaire de longue date du CCM du Niger. En 2020, elle nous a appuyés du lancement du dialogue pays à la phase de négociation. **Un expert communautaire nous a notamment permis de renforcer la prise en compte de la société civile dans notre demande de financement,** en particulier sur les sujets liés à la tuberculose et au dépistage du VIH. Ensuite, nous avons organisé des restitutions à chaque étape du processus pour informer les représentants des communautés de la prise en compte de leurs priorités. Mais très vite, la crise sanitaire a bousculé notre organisation. La fermeture des frontières en urgence nous a obligés à travailler à distance avec les experts internationaux. Pour assurer le bon déroulé de la rédaction, L'Initiative nous a fourni des outils de connexion Internet. **Cette flexibilité et cette réactivité, c'est ce que nous avons toujours apprécié dans le travail avec L'Initiative:** elle sait faire évoluer son accompagnement en fonction du contexte, de notre stratégie et de ce qui fonctionne ou non sur le terrain. 🌐



AÏSSATOU MBAYE NDIAYE,
VICE-PRÉSIDENTE,
CCM DU SÉNÉGAL

Pour ce nouveau cycle de financement, nous avons mis en place un comité de suivi spécifique pour impliquer davantage la société civile sénégalaise dans l'élaboration de la demande, jusqu'aux phases de négociation et à la mise en œuvre de la subvention. En coordination avec nos autres partenaires, les experts de L'Initiative nous ont accompagnés sur le plan stratégique, en nous aidant à identifier la méthodologie adaptée. Pendant le dialogue pays, **nous avons organisé quatre ateliers inclusifs et participatifs réunissant des représentants des quatorze régions du pays pour recueillir les besoins prioritaires des communautés sénégalaises dans toute leur diversité.** Après avoir soutenu un de ces ateliers dans cette première phase, L'Initiative nous a accompagnés dans la capitalisation et la validation, un appui crucial pour assurer la prise en compte réelle des préoccupations de la société civile dans la demande. **Nous avons notamment obtenu la mise en place d'un observatoire du VIH, du paludisme et de la tuberculose, qui sera piloté par la société civile.** Il va permettre aux bénéficiaires principaux des financements du Fonds mondial de prendre part à la prise de décision : une manière pour la société civile de jouer pleinement son rôle stratégique dans la lutte contre les trois maladies. 🌐

Un soutien crucial pour la prise en compte de la société civile

2020, année exceptionnelle

AUX CÔTÉS DES PORTEURS DE PROJETS POUR ASSURER LA CONTINUITÉ DES SOINS

Afin de garantir la continuité des activités mises en œuvre par ses bénéficiaires et ses partenaires, L'Initiative a adapté ses modalités d'appui aux porteurs de projets. Dès le mois d'avril, elle a mis en place de nouvelles procédures pour réorienter ses soutiens financiers.

En avril 2020, un dispositif inédit a été lancé en urgence pour reprogrammer les activités en cours. Il a permis de **réorienter jusqu'à 10 % des subventions initiales du projet vers des activités d'adaptation à la crise sanitaire liée à la Covid-19** : prévention, mise à niveau des soins, maintien de l'accès aux traitements, formation du personnel soignant, mais aussi achat d'équipements (gel hydroalcoolique, gants, masques...).

Reprogrammer des activités

L'Initiative a ainsi appuyé la reprogrammation des activités de l'ONG Santé

Diabète, soutenue depuis 2016 au Burkina Faso et au Mali dans la prévention et la prise en charge conjointe du diabète, de la tuberculose et du VIH. L'enjeu était de taille : il fallait réorienter une partie des activités de l'ONG vers un programme de prévention et de suivi des patients autour du lien entre Covid-19 et diabète, ce dernier étant à la fois un facteur de comorbidité de la Covid-19 et une pathologie associée fréquente de la tuberculose.

La Fédération malienne des associations de personnes handicapées (FEMAPH), soutenue par L'Initiative depuis 2018, a également sollicité une reprogrammation. Elle a ainsi financé le développement des activités spécifiques pour que les personnes en situation de handicap puissent toujours accéder aux soins, en toute sécurité, malgré un contexte sanitaire dégradé. Pour une agilité maximale face à l'urgence, les activités reprogrammées ont pu démarrer dès l'accord écrit de la personne référente à L'Initiative, sans attendre les formalités administratives nécessaires à la signature d'un avenant au contrat.



↑ Remise au président de l'Association Malienne des Sourds de masques labiaux adaptés aux personnes sourdes, le 25 juin 2020.

Débloquer des financements

Lorsqu'une reprogrammation était insuffisante, les porteurs de projets déjà soutenus ont pu bénéficier d'une enveloppe additionnelle de L'Initiative. Ces financements complémentaires ont été alloués à la lutte contre la Covid-19 et à l'adaptation des services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme en temps de Covid-19, en lien avec les activités du projet : ils ont atteint jusqu'à 15 % de la subvention en cours. Pour fluidifier au maximum leur obtention, le déblocage de ces financements a été mis en place via une procédure d'instruction accélérée, après une demande succincte par les porteurs de projets.

Avec les reprogrammations et les financements additionnels, ce sont pas moins de 27 porteurs de projets qui ont été renforcés pour faire face à ces circonstances

exceptionnelles. En parallèle, L'Initiative a également décidé de financer 6 projets parmi les 32 sélectionnés par l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS) dans le cadre de son appel à projets « Covid-19 Sud » lancé en avril 2020, pour un total de 934 003 euros. L'objectif : soutenir en urgence la recherche sur le virus dans les pays à ressources limitées. 🌐

COVID-19 : NOS APPUIS COMPLÉMENTAIRES

621 133 €

en reprogrammation
pour 16 projets



2,80 M€

de financements additionnels
pour 21 projets*

* Hors projets ANRS.

2020, année exceptionnelle

ASSURER LA CONTINUITÉ DES SOINS VIH DANS LA RÉGION MENA

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (aussi appelée région MENA), la couverture des services de prévention du VIH et des traitements est parmi les plus faibles au monde, et les décès liés au sida continuent d'augmenter. La pandémie de Covid-19 a ajouté des barrières supplémentaires à l'accès aux soins. Dans l'urgence, et grâce à notre appui, les porteurs de projets ont adapté leurs actions.



Solidarité Sida, ITPC-MENA et cinq associations partenaires ont lancé le programme **FORSS (Former, suivre, soutenir : mobilisation communautaire pour lutter contre le VIH en région MENA)** en 2018 avec le soutien de L'Initiative. L'objectif: améliorer la prévention, les soins et l'accès aux traitements en Égypte, au Liban, au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie. Ce projet met en place un observatoire communautaire dans chaque pays, et influence sur les stratégies nationales et internationales par des actions de plaidoyer.

Face à la Covid-19, l'enjeu était de maintenir l'accès aux services communautaires mis en place, tout en garantissant la sécurité de tous. Certaines activités ont été reprogrammées en urgence, et L'Initiative a débloqué 229 286 euros de financements additionnels. De l'aide alimentaire et des kits d'hygiène ont ainsi été distribués

→
Affiche de prévention de la Covid-19 produite par Al Shehab, l'association partenaire du programme FORSS en Égypte.





←
Des relais communautaires issus de dix associations sont formés au dépistage rapide du VIH et au dépistage de l'hépatite B par SOS Pairs Éducateurs en Mauritanie.

rapidement à 2 714 bénéficiaires dans les cinq pays. Les équipes des associations partenaires ont reçu des équipements de protection contre la Covid-19 et ont élaboré des plans d'urgence pour assurer le continuum de services malgré le contexte dégradé. Depuis, Solidarité Sida a lancé une étude pour évaluer les effets de la Covid-19 sur l'accès aux soins pour les personnes vivant avec le VIH et les populations clés dans les cinq pays du projet. 🌐

La paire-éducation au service des populations clés

Soutenu par L'Initiative depuis 2019, le projet « **Accès à des services de santé de qualité pour les populations clés** » porté par l'ONG SOS Pairs Éducateurs entend améliorer l'offre de dépistage du VIH en Mauritanie en renforçant les capacités de dix organisations de la société civile. Dès le début de la crise sanitaire, les

mesures de couvre-feu et de restriction des activités non essentielles ont entraîné une diminution drastique des activités déployées par ces organisations, fragilisant et isolant davantage les populations clés. En riposte, SOS Pairs Éducateurs a mis en œuvre une stratégie d'urgence, appuyée par L'Initiative. L'enjeu : assurer la continuité des soins et répondre aux besoins d'hygiène de base et alimentaires des plus vulnérables. Grâce à la reprogrammation de certaines activités à hauteur de 34 349 euros, des kits alimentaires et des kits d'hygiène ont notamment été distribués à plus de 200 personnes. L'ONG a également été soutenue par le réseau mondial d'organisations communautaires Coalition PLUS, lui-même bénéficiaire d'un financement additionnel de L'Initiative, pour contribuer à la continuité des soins en Mauritanie. 🌐

📌 **Pour aller plus loin**

Retrouvez le reportage réalisé par Coalition PLUS sur ce projet : bit.ly/coalition-plus-reportage-Mauritanie

2020, année exceptionnelle

ÉLIMINER LE PALUDISME EN ASIE DU SUD-EST

Dans la région du Grand Mékong, le nombre de décès liés au paludisme a considérablement diminué ces dix dernières années. Mais le développement de résistances à l'artémisinine - composant principal des meilleurs traitements antipaludiques disponibles - constitue une menace majeure pour les efforts régionaux et mondiaux de lutte contre la maladie.



**Faire avancer
la connaissance avec
l'Institut Pasteur
du Cambodge**

Face aux résistances aux traitements, tout l'enjeu est de travailler au plus près des populations, là où elles sont contaminées. Au Cambodge, la majorité des moustiques vecteurs du paludisme se trouvent dans les forêts, véritables réservoirs de la maladie. L'Institut Pasteur du Cambodge et l'ONG Partners for Development mettent en œuvre depuis

2018 un projet de recherche opérationnelle auprès des populations forestières dans le district de Koh Nheak, au nord du pays. Sur financement de L'Initiative, ils cherchent à comprendre les mécanismes de transmission en milieu forestier pour concevoir des mesures de contrôle et de prévention adaptées, notamment grâce à des interventions communautaires. En 2019, l'incidence du paludisme a baissé de 45 % grâce à des interventions spécifiques permettant d'atteindre les populations des zones les plus touchées et éloignées.

Pour permettre la poursuite des activités en 2020, L'Initiative a octroyé à l'Institut Pasteur du Cambodge un financement additionnel. Ces fonds lui ont permis de fournir les équipements de protection essentiels aux travailleurs communautaires et aux bénéficiaires du projet, mais aussi de mener des activités d'information et de sensibilisation à la Covid-19. 🌐

➤ Pour aller plus loin

Découvrir notre reportage sur ce projet: bit.ly/reportage-paludisme-foret



Succès historique de l'Initiative régionale contre la résistance à l'artémisinine (RAI)

Pour être endigué à grande échelle, le phénomène de résistances aux antipaludiques qui touche la région du Grand Mékong exige une réponse coordonnée.

C'est l'objet de l'Initiative régionale contre la résistance à l'artémisinine (RAI), lancée par le Fonds mondial en 2013, au Cambodge, au Laos, en Birmanie, en Thaïlande et au Viêt Nam. Ces pays présentent plusieurs similarités socio-économiques et géographiques (régions transfrontalières avec de nombreuses populations mobiles ou migrantes, zones difficiles d'accès), qui justifient un dispositif de réponse conjoint. La RAI coordonne la surveillance des cas de paludisme et s'assure que tous les pays suivent les recommandations de santé, grâce à un solide réseau de partenaires locaux incluant des organisations de la société civile. Au fil des trois campagnes de fi-

nancement lancées depuis 2013, L'Initiative a mis à la disposition de la RAI les ressources nécessaires au recrutement de consultants de haut niveau afin de soutenir les demandes de subvention de la RAI, au niveau national comme régional. Aujourd'hui, les résultats sont là. 🌐

↑ Le travail de recherche de l'Institut Pasteur du Cambodge s'appuie sur des travailleurs de la forêt formés au recueil des données auprès de leurs pairs et aux tests de dépistage du paludisme.



IZASKUN GAVIRIA,
GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE
AU FONDS MONDIAL

Dans la région du Grand Mékong, il semble aujourd'hui possible d'éradiquer le Plasmodium falciparum – la souche de la maladie susceptible de développer une résistance – d'ici 2023. Jamais dans l'histoire on n'a réussi à éradiquer le paludisme dans une région entière aussi rapidement. C'est une réussite historique.

LA LUTTE CONTRE LE VIH, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME DANS L'OMBRE DE LA COVID-19



MICHAEL BYRNE, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DES CONSEILS
TECHNIQUES ET DES PARTENARIATS, FONDS MONDIAL

**La pandémie
de Covid-19 réunit
toutes les conditions
pour l'émergence
de crises économique,
sanitaire et sociale**

***Lire le rapport :**
[bit.ly/impact-Covid-
VIH-TB-palu](https://bit.ly/impact-Covid-VIH-TB-palu)

menaçant d'anéantir des décennies de progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté, les inégalités et les maladies mortelles comme le VIH, la tuberculose et le paludisme. Notre **rapport sur l'impact de la Covid-19 sur les services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et les systèmes de santé***

montre que le nouveau coronavirus a très fortement désorganisé les actions de ces derniers dans les pays à revenus faibles et intermédiaires en Afrique et en Asie en 2020. La vérité est que nous allons assister en 2021 à une augmentation de la mortalité due au VIH, à la tuberculose et au paludisme en raison de cette désorganisation des systèmes de santé et des dispositifs de lutte contre les pandémies.

Grâce à l'action rapide et aux subventions du Fonds mondial, des gouvernements et des partenaires, **nous avons jusqu'à présent évité le pire des scénarios dans les pays à revenus faibles et intermédiaires.** Le Fonds mondial a déjà mis à disposition 990 millions de dollars pour aider les pays à lutter contre la Covid-19 (tests, traitements et matériel médical), protéger le personnel de santé de première ligne, adapter des programmes vitaux de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, et à renforcer des systèmes de santé fragiles. Pour soutenir la lutte internationale contre la Covid-19, nous nous appuyons sur nos vastes réseaux sanitaires et communautaires, notre système de passation des marchés publics bien établi dans la santé et notre expérience de plusieurs décennies dans la lutte contre les maladies infectieuses.

À Yeumbeul, au Sénégal, Bagen Coumba Ndiaye, agente de santé communautaire, discute des dangers de la tuberculose dans le cadre d'une importante action communautaire de sensibilisation à cette maladie pendant la pandémie de Covid-19.



Durant cette année extraordinairement difficile, L'Initiative a joué un rôle crucial pour assurer la continuité de programmes vitaux et atténuer l'impact de la Covid-19 sur la lutte contre les trois maladies dans les pays où le Fonds mondial investit. Elle s'est montrée hautement flexible et agile dans l'optimisation des effets de nos subventions et le soutien aux pays dans leur gestion de la Covid-19. **En déployant rapidement des experts sur le terrain, L'Initiative a contribué à renforcer l'accès aux programmes soutenus par le Fonds mondial** ainsi qu'à les concrétiser, en Afrique, en Asie du Sud-Est et dans les Caraïbes. Le tout en renforçant les capacités des organisations de la société civile et des organismes de santé nationaux.

Depuis sa création il y a dix ans, **L'Initiative est un de nos meilleurs partenaires en Afrique de l'Ouest et centrale.** Notre

Ensemble, pour des systèmes de santé durables et résilients

L'enjeu est prioritaire dans la perspective de l'élimination des pandémies et de la réduction de la mortalité.

C'est pourquoi Expertise

France, ses homologues allemand de la GIZ/BACKUP Health et britannique du Foreign, Commonwealth & Development Office, ainsi que le Fonds mondial ont élaboré une initiative conjointe pour le renforcement des systèmes de santé. Le but : améliorer l'impact des investissements du Fonds mondial en matière de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, et contribuer à structurer les services de soins par le renforcement des capacités techniques, programmatiques et opérationnelles des acteurs nationaux des systèmes de santé. Des formations seront mises en œuvre avec des universités africaines pour qu'une *task force* dédiée aux enjeux de renforcement des systèmes de santé se mette en place pour le prochain cycle du Fonds mondial.

partenariat reste essentiel pour combattre la Covid-19, assurer la pérennité des progrès réalisés collectivement et renforcer les systèmes de santé. Pour que ce monde soit plus sûr pour toutes et tous. 🌐

BILAN FINANCIER 2020

Dépenses par type d'acteurs

Dépenses globales 2020
28 563 508 €

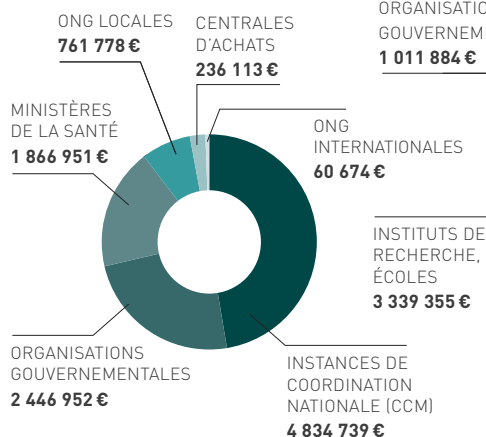
DONT
10 207 206 €
pour la mobilisation
des compétences
et les missions
d'assistance technique.

Ce chiffre représente la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du Canal Expertises en 2020, y compris les appuis résidentiels (DAT) aux unités de gestion des subventions du Fonds mondial au Tchad et en Mauritanie.

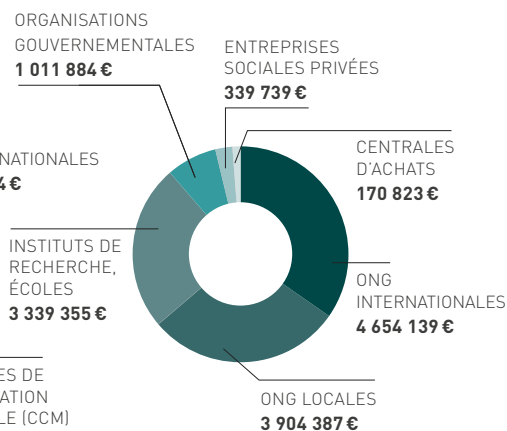
13 420 323 €
pour le soutien à
des projets catalytiques.

Ce chiffre représente les dépenses réalisées dans le cadre du financement de projets d'intervention, pilotes et de recherche opérationnelle.

Assistances techniques (DAT inclus)

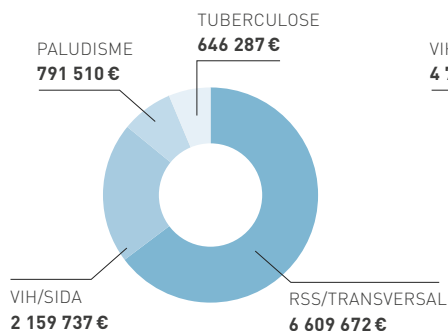


Soutien à des projets catalytiques

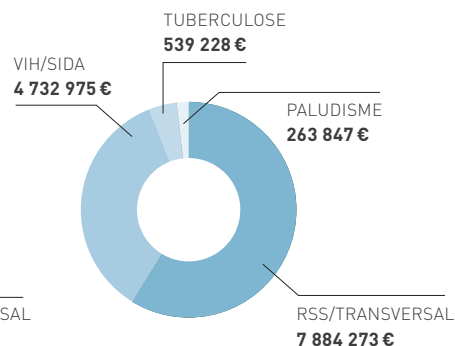


Dépenses par pandémie

Assistances techniques (DAT inclus)

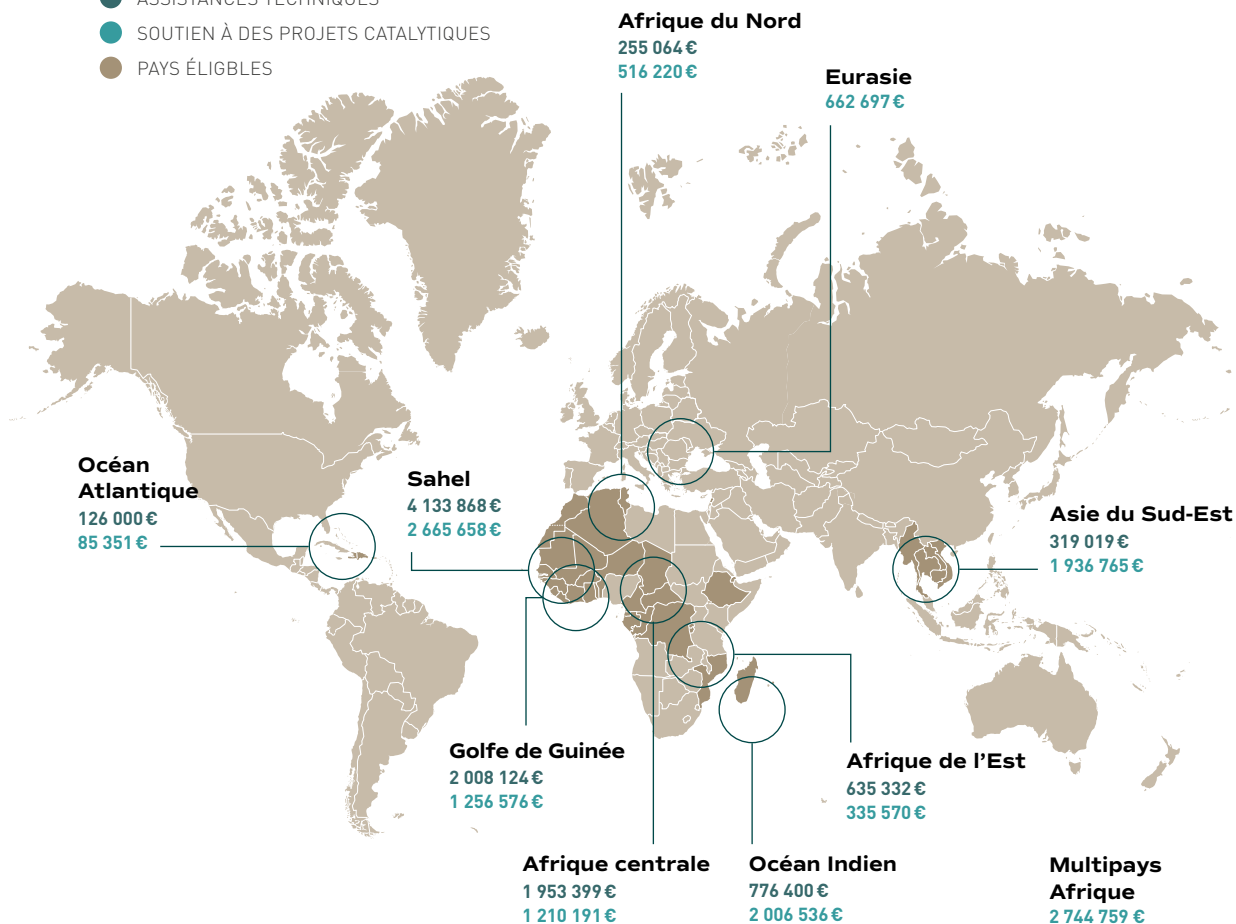


Soutien à des projets catalytiques



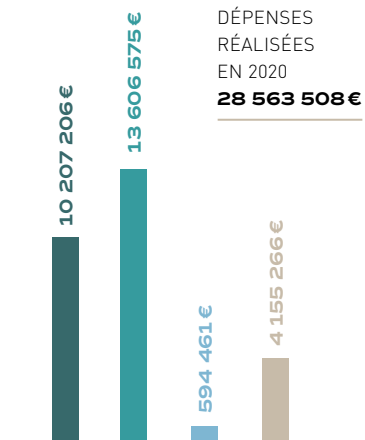
Dépenses par zone géographique

- ASSISTANCES TECHNIQUES
- SOUTIEN À DES PROJETS CATALYTIQUES
- PAYS ÉLIGIBLES



Répartition des dépenses

- MOBILISATION DES COMPÉTENCES/ ASSISTANCE TECHNIQUE (DAT inclus)
- SOUTIEN À DES PROJETS CATALYTIQUES
Ce chiffre représente les dépenses réalisées dans le cadre du financement de projets et inclut les frais liés à l'organisation des appels à projets.
- ACTIVITÉS TRANSVERSALES
Formation, suivi-évaluation, audit, capitalisation, etc., pour les projets catalytiques et les missions d'expertise.
- FRAIS DE COORDINATION ET DE GESTION



CONTACTS

L'Initiative

Sida, tuberculose, paludisme
www.initiative5pour100.fr
www.linitiative2020.fr

Expertise France

40 boulevard de Port-Royal
75005 Paris
01 70 82 70 82

 @INITIATIVE.PC

 @INITIATIVE5PC



FINANCÉE ET
PLACÉE SOUS
LA TUTELLE DU



MISE EN
ŒUVRE
PAR



DANS LE CADRE DE
LA CONTRIBUTION
FRANÇAISE AU

